

# AVIS DE SITUATION DÉCLARATIVE À L'IMPÔT SUR LE REVENU 2018

SITUATION DU FOYER	RÉSIDENCE EXCLUSIVE		RÉSIDENCE ALTERNÉE		PERSONNES REÇUES	NOMBRE DE PARTS
	Cas particuliers	ENFANTS MINEURS OU HANDICAPÉS	ENFANTS MINEURS OU HANDICAPÉS	ENFANTS MINEURS OU HANDICAPÉS		
C						1.5

INFORMATIONS CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE EN 2019

À partir de janvier 2019, votre organisme collecteur (employeur, caisse de retraite, Pôle emploi...) procédera directement à la retenue de l'impôt chaque mois. Cette retenue sera calculée en appliquant votre taux pour le foyer (ou taux individualisé si vous avez opté pour ce dernier) à votre revenu net imposable mensuel (salaire, retraite, allocation chômage...).

Détail des revenus	Total des salaires et assimilés <sup>2</sup>	9970	Declar. 1	9970		
	Déduction 10% ou frais réels	997	-	997		
	Pensions, retraites, rentes	12346	-	12346		
	Abattement spécial de 10%	1235	-	1235		
	Salaires, pensions, rentes nets	20084		20084		
Revenus perçus par le foyer fiscal	Revenus de capitaux mobiliers déclarés				3	
	Revenus de capitaux mobiliers imposables <sup>7</sup>					3
Revenu brut global	CSG déductible	20087		20087		
	Abattement personnes âgées ou invalides	1188	-	1188		
	Revenu imposable	18899		18899		
	Impôt sur les revenus soumis au barème <sup>14</sup>	586	-	586		
	Décote	586	-	586		
	Impôt sur le revenu net avant corrections	0		0		
	Impôt total avant crédits d'impôt					
CREDITS D'IMPOT, IMPUTATIONS	Prélèvement forfaitaire déjà versé sur revenus de capitaux mobiliers				1	
	IMPOT NET					
	Total de l'impôt sur le revenu net				1	
COMPTE TENU DES ELEMENTS QUE VOUS AVEZ DECLARES, LE MONTANT						
	Vous n'êtes pas imposable à l'impôt sur le revenu.					
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES	Revenu fiscal de référence <sup>25</sup>					18899
	Les sommes inférieures à 8 € ne sont pas restituées (article 1965 L du Code Général des Impôts).					
	Informations indiquées pour mémoire					
	Revenus déjà soumis aux prélèvements sociaux avec CSG déductible <sup>19</sup>					3

LA SUITE DE CET AVIS EST CI-JOINTE



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## AVIS DE SITUATION DÉCLARATIVE À L'IMPÔT SUR LE REVENU 2018

VALANT AVIS D'IMPÔT

IMPÔT SUR LES REVENUS de l'année 2017

Pour vos démarches,  
pas besoin d'original :  
il suffit de fournir une  
photocopie, vérifiable sur  
impots.gouv.fr/verifavis

MME COUPAS ANNE MARIE  
APP 439  
62 RUE GEORGETTE ET G FROITIER  
88140 CONTREXEVILLE

88061

Vos références		Votre situation	
Pour accéder à votre espace particulier	09 41 244 353 238	MONTANT DE VOTRE IMPÔT	0 €
N° d'accès en ligne :	voir votre déclaration		
Revenu fiscal de référence :	18 899		
Référence de l'avis :	18 88 A104171 52		
Adresse d'imposition au 01/01/2018 :			
APP 439 62 RUE GEORGETTE ET G FROITIER 88140 CONTREXEVILLE			
N° de rôle :	880 21 17 1090856789 4 A		
Numéro de rôle :	011 A		
Date d'établissement :	10/07/2018		

Lisez attentivement la rubrique "INFORMATIONS CONCERNANT LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE" à l'intérieur de cet avis, ainsi que la notice.

### Vos démarches

- ↳ Sur impots.gouv.fr : Accédez à votre espace particulier pour télécharger vos déclarations et avis d'impôts, déposer vos réclamations et poser vos questions grâce à votre messagerie sécurisée.
- ↳ Par courriel : Utilisez votre messagerie sécurisée dans votre espace particulier sur impots.gouv.fr
- ↳ Par téléphone :
  - Pour tout renseignement concernant le prélèvement à la source mis en place en 2019 : 0 811 368 368\*
  - DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 18H.
  - Pour toute autre question personnelle, votre centre des finances publiques (coordonnées ci-dessous).
- ↳ Sur place :

Votre centre des finances publiques (voir ses horaires sur impots.gouv.fr, rubrique « Contact ») :

SERVICE IMPÔTS PARTICULIERS VITTEL - S.A.L.D. VITTEL  
PCE DE LA MARNE - BP 89 88803 VITTEL CEDEX  
Tél : 03 28 08 86 40

\* (Service 0,06 € / min + prix appel)

Indépendamment des sanctions fiscales encourues, le cas échéant, le fait pour une personne de se faire délivrer indûment par une administration publique, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à accorder une autorisation est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende en vertu des dispositions de l'article 441-6 du code pénal. Est puni des mêmes peines le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage indû.

Date de téléchargement : 09/11/2018